

# Compte-rendu de la réunion publique organisée le samedi 9 février 2019 par la municipalité d'Annot dans le cadre du grand débat national

Ce compte-rendu présente, pour chacun des grands thèmes, les avis/constats exprimés, les idées/réflexions/propositions qu'ils induisent.

## Thème 1 : Transition énergétique

### Constats et avis

- On trouve dans les supermarchés du bois venant de Bretagne, alors que notre département est largement boisé.
- Les rayons sont remplis d'eaux minérales alors que les communes distribuent, dans leur grande majorité, un eau de très bonne qualité.
- Les sur-emballages génèrent, comme les deux exemples précédents, une empreinte carbone forte... qui n'a pas lieu d'être
- Il y a une contradiction entre la volonté de développer le solaire domestique et les règles de protection architecturale. Il faudrait autoriser l'installation des panneaux solaires sur les toits dans les villages. Plus largement, les règles d'urbanisme devraient imposer plus strictement l'utilisation de sources d'énergies renouvelables (pour l'électricité, l'eau chaude...)
- Les règles d'installations de microcentrales électriques sont trop restrictives (conditions de préservation du patrimoine naturel trop strictes) et les démarches administratives trop lourdes et complexes.
- Pour des questions locales (comme la présence du loup), les décisions sont prises "à Paris" sans que les premiers concernés aient l'occasion de s'exprimer. Comment sont faits ces arbitrages "jacobins". Ce sujet est aussi évoqué dans le thème "Démocratie et citoyenneté").
- Les critères d'éligibilité à l'édification d'éoliennes sont illisibles.
- Il existe de nombreuses aides, pour les particuliers et les collectivités, à la transition énergétique, mais on manque d'informations sur ces mécanismes.
- On sous-estime en partie la nécessité d'infléchir nos modes de vie/développement. À ce titre, si bien sûr il y a des équilibres à trouver, le recul sur la taxe carbone est un peu incompréhensible.

### Idées, réflexions et propositions

- Revoir un certain nombre de textes sur la préservation, tant du patrimoine architectural que naturel, pour qu'ils n'entraient pas le développement de sources d'énergie renouvelable.
- Créer un ou deux "guichets uniques", à une échelle locale raisonnable (intercommunalité, département...), pour les montages administratifs et le financement des projets de rénovation énergétique, particuliers comme collectifs.
- Instaurer des consultations locales pour les questions... locales, sous une forme (référendum local, consultation...) et une portée (modération, équilibre à trouver entre volonté locale et intérêt général) restant à définir.
- Ne peut-on envisager des campagnes de stérilisation du loup ?

## Thème 2 : Fiscalité et dépenses publiques

### Constats et avis

- Les avis de la Cour des Comptes devraient être contraignants... ou alors elle ne sert à rien et on la supprime.

- La fiscalité des communes et intercommunalités est "confisquée" par l'État. On demande aux communes de s'assumer", mais en bridant leurs ressources (limitation dans la fixation de leurs taux, dotations en baisse, reversements amputés...).

- Alors que les collectivités locales doivent présenter un budget à l'équilibre, ce n'est pas le cas de l'État. Les appréciations divergent sur ce constat. Un budget devrait être équilibré pour éviter l'endettement. Mais l'État n'est pas une entreprise, il doit pouvoir utiliser le budget pour amortir des crises (interne, internationale). Mais ce rôle d'amortisseur devrait être contrebalancé par une thésaurisation pendant les beaux jours. Dans le contexte actuel, taux bas, inflation entre 1 et 2 %, l'endettement n'est pas vraiment un problème.

- La simple application des textes existants permettrait de récupérer 80 milliards de fraude fiscale.

### **Idées, réflexions et propositions**

- Comme c'est exprimé dans d'autres thèmes, augmenter la marge de manœuvre des collectivités locales, notamment en termes de fiscalité et de projets et investissements locaux.

## **Thème 3 : Démocratie et citoyenneté**

### **Constats et avis**

- Si la parité femme/homme se met en place, il n'en est pas de même de la parité sociale, la classe politique ne reflétant pas la diversité et la proportion des classes sociales. Les classes "supérieures" sont sur-représentées, les classes "moyennes" et "inférieures" (petits commerçants, artisans, employés...) sous-représentées.

- Nous avons trop souvent tendance au "faites ce que je dis, pas ce que je fait" (exemple avec la demande aux africains de protéger leur faune quand nous sommes laxistes sur certains aspects de la protection de notre patrimoine).

- Les décisions à portée locale sont prises de façon jacobine. Il est nécessaire de décentraliser les décisions concernant des problèmes locaux. Ce sujet aussi évoqué dans le thème "Transition énergétique".

- Les référendums doivent être facilités.

- Démocratie représentative et participative sont complémentaires. Un problème actuel est que des décisions qui mériteraient une consultation publique sont prises par la représentation (gouvernement, assemblée, sénat) sans cette consultation.

- Il faut relancer la décentralisation pour que, suivant le principe de subsidiarité, les problèmes locaux soient traités au niveau local.

- En créant des "professionnels" de la politique où celle-ci devient la seule source de revenus, (et de retraite) le cumul dans le temps des mandats fausse la représentativité, la réélection devenant plus importante que la défense des opinions des électeurs.

- Les modes électoraux doivent évoluer, a minima par une dose de proportionnelle et la prise en compte des votes blancs, plus fortement par la proportionnelle intégrale, voire, drastiquement, par un tirage au sort. Il existe aussi des modes électoraux, comme le "jugement majoritaire" (par ex. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Jugement\\_majoritaire](https://fr.wikipedia.org/wiki/Jugement_majoritaire)) qui gomme certains des défauts de l'élection majoritaire (un seul tour, plus besoin d'"anticiper" le deuxième tour lors du premier tour, le candidat élu moins "clivant"...). Le système parlementaire où le président est élu (et éventuellement destitué) par le parlement permet à celui-ci de mieux contrôler l'action du gouvernement.

- La synchronisation des législatives et de la présidentielle montre ses limites, le gouvernement s'appuyant sur une majorité qui ne joue plus son rôle de contre-pouvoir.

- Les systèmes de retraites des fonctions représentatives permet des cumuls moralement choquants.

- Les avantages dont bénéficient les anciens présidents sont excessifs.

- Faut-il rendre le vote obligatoire ?
- Seuls les résidents permanents devraient avoir le droit de vote dans les élections locales, les attentes des résidents secondaires pouvant être assez éloignées de besoins des habitants permanents.
- Accepter l'immigration est, pour les réfugiés économiques ou politiques, une obligation morale et plutôt une richesse, même si l'on peut s'interroger sur le coût des demandeurs d'asile, mais qui serait négligeable ? Ce sujet est souvent monté en épingle ("débat instrumentalisé", "culture des peurs").
- La loi "anti-casseur" est un recul de la démocratie.

### **Idées, réflexions et propositions**

- Revoir ou au moins envisager sérieusement de revoir plus ou moins notre système électoral pour tenir compte des imperfections apparues avec le temps depuis la mise en place de la cinquième république :
  - Instaurer la possibilité de référendums déclenchés à la seule initiative citoyenne de 1 ou 2 % (seuil à affiner) du cortège électoral. De tels référendum pourraient, de manière simple et peu coûteuse, une fois l'infrastructure mise en place, se faire par voie dématérialisée, des "points de vote" mis en place dans des espaces publics pour les zones non couvertes par le numérique ou les électeurs ne souhaitant pas voter depuis leur propre environnement numérique. Le seul "filtre" à l'organisation serait la conformité à la constitution des textes proposés.
  - La demande de modification de la constitution devrait elle-même pouvoir être proposée à l'initiative des citoyens.
  - Envisager la modification profonde du mode électoral par l'instauration de la proportionnelle dans les élections de listes, et/ou un autre mode électoral.
  - Revoir le droit de vote pour les élections locales pour le réserver aux résidents principaux.
  - Revenir sur la synchronisation législative/présidentielle.
  - Plafonner les retraites pour les fonctions représentatives, ne les verser qu'après un âge légal.
  - Revoir la liste des avantages dont bénéficient les anciens présidents et ministres qui relèvent d'un usage et non d'un texte.

## **Thème 4 : L'organisation de l'État et des services publics**

### **Constats et avis**

- La raréfaction des services publics alimente une spirale de désertification, le manque de lisibilité limitant le maintien ou les installations, ce qui sert à justifier la fermeture de services publics (dans une logique comptable), etc.
- Les services publics n'ont pas vocation à être "rentables". Ils ne doivent pas être délégués au privé qui privilégie cette logique de rentabilité.
- On a créé des collectivités nouvelles pour certaines compétences, mais sans transférer complètement ces compétences. Au lieu d'une économie d'échelle, on augmente les coûts par la création d'une nouvelle structure sans que celles existantes puissent réduire leurs effectifs puisqu'une partie de la compétence transférée reste à leur charge.
- L'État impose des compétences aux communes sans leur donner le moyen de les assumer (cartes d'identités par exemple).
- Un bilan de la décentralisation doit être fait, comme de l'organisation "mille-feuilles" actuelle. Avec le recul, on doit pouvoir éviter de renouveler certaines erreurs passées.
- Sujet non abordé faute de temps : les services de santé en zone rurale.

### **Idées, réflexions et propositions**

- Relancer la décentralisation avec une gestion plus locale des services publics.
- Revoir le cloisonnage des administrations pour offrir aux usagers des interlocuteurs uniques dans leurs diverses démarches administratives, à un échelon géographique raisonnables (tenant compte du climat et de la topographie locale).

## Annexe

Durant la phase de "validation" du compte-rendu une longue contribution m'est envoyée abordant des sujets qui n'avaient pas été évoqués lors de la réunion. Sans l'intégrer donc dans le compte rendu, il me semble intéressant, dans la logique de "remontée" d'avis et propositions qui sous-tend le grand débat, de joindre en annexe cette contribution.

Le scribe

### **Transition énergétique / Transition écologique :**

#### Agriculture / Alimentation

- Mettre en place un système de bonus sur les produits bio et de malus sur les autres.
- Mettre une taxe kilométrique sur les produits alimentaires dans les supermarchés.
- Mettre en place un revenu minimum garanti pour les agriculteurs bio.
- Imposer un nombre maximum d'animaux par exploitation et limiter leur concentration possible pour mettre fin aux fermes-usines.
- Favoriser la vente directe, la transformation sur place.
- Alimentation 100% bio (locale autant que possible) pour les cantines scolaires, hospitalières, de la fonction publique et des entreprises.
- Interdire l'huile de palme là où il existe une alternative.
- Taxer fortement l'huile de palme.
- Interdiction de nourrir des animaux avec des aliments OGM.
- Interdiction des additifs alimentaires "cosmétiques" (et non naturel) du type arôme ou colorant.
- Interdiction des pesticides ayant une dangerosité avérée ou probable.

#### Ressources/Energie

- Interdire les subventions publiques aux énergies fossiles.
- Production d'électricité 100% renouvelable le plus vite possible.
- Créer des entreprises publiques pour la production des centrales hydro-électrique/panneaux solaires/éoliennes/hydroliennes/biomasse/géothermie.
- Sortir du nucléaire.
- Évacuer les produits toxiques de Stocamine.
- Mettre fin au projet de stockage de Bure.
- Interdire les nouveaux projets miniers type montagne d'or en Guyane.
- Interdire les nouveaux forages pétroliers de total en Guyane.
- Rénover les "bâtiments énergivores" avec une aide dégressive en fonction des revenus et un reste à charge 0 pour les foyers modestes Commencer par la classe énergétique G.

#### Déchets

- Mettre en place une société nationale publique de recyclage afin de pouvoir recycler l'ensemble des déchets sur tout le territoire.
- Interdire l'utilisation d'un emballage non recyclable s'il existe une alternative recyclable.
- Mettre en place des initiatives de compostage et les subventionner.
- Mettre un système de bonus/malus sur les produits manufacturés réparables/réutilisables/recyclables ou au contraire non-réparables/à usage unique/jetables.
- Augmenter les durées de garantie minimum des produits manufacturés.
- Interdire la publicité des grandes surfaces dans les boîtes aux lettres.
- Permettre un recours contre les annonceurs qui ne respectent pas le stop-pub sur les boîtes aux lettres.
- Remettre en place les systèmes de consigne.
- Fin des couverts en plastique à usage unique.
- Promotion et subvention des emballages et conditionnements alternatifs et écologiques.

#### Transport

- Faire en sorte que tous les transports en commun des agglomérations soient publics, gérés en régie et gratuits pour tous
- Changer progressivement la flotte de véhicules de l'état et des sociétés de transports en commun pour des véhicules électriques.

- Favoriser le covoiturage au sein des entreprises.
- Inciter les entreprises à mettre en place des douches et des locaux pour ranger les vélos ainsi que des prises pour recharger les voitures électriques.
- Mettre à niveau l'infrastructure ferroviaire pour obliger les camions en transit à passer par le rail.

#### International

-Interdire l'importation de produits alimentaires, produits manufacturés, matières premières, produites ou extraites avec des procédés/méthodes/produits interdits en France (OGM, certains pesticides, certains produits chimiques, fracturation hydraulique, etc.).

### Fiscalité et dépenses publiques

La crise de la France n'est pas une crise des dépenses mais une crise des revenus.

Trop de citoyens et d'entreprises s'exonèrent de l'impôt via la fraude/l'évasion et l'optimisation fiscale pour un montant total d'au moins 80 milliards d'euros.

L'état doit mettre la main sur l'argent qui ne rentre pas en faisant appliquer la loi via une multiplication des contrôles par ordre décroissant de manque à gagner. La dette ne sera alors plus un problème.

#### Fiscalité :

- Rétablissement de l'ISF.
- Lutter réellement contre la fraude, l'évasion et l'optimisation fiscale.
- Mettre une peine plancher pour les grands fraudeurs fiscaux (3 ans minimum de prison ferme).
- Fusionner l'impôt sur le revenu et la CSG et les rendre plus progressif avec plus de tranches.
- Supprimer les niches fiscales qui ne bénéficient pas à tous.
- Individualiser l'impôt sur le revenu afin que le fait d'avoir des enfants ne profite pas qu'aux personnes impossibles via la demi-part.
- Reporter l'argent récupéré par la suppression des demies-parts pour les enfants en allocations familiales (même montant que l'on soit riche ou pauvre).
- Rendre la CSG progressive en fonction du revenu
- TVA à 0 % sur l'alimentation et les produits de première nécessité.
- TVA à 30 % sur les produits de luxe.
- Taux d'imposition sur les sociétés progressif en fonction du chiffre d'affaire ou de la taille en incorporant la sous-traitance.
- Obliger les entreprises à rembourser les diverses aides et exonérations de l'état avant de verser le premier euro de dividendes, l'argent public n'est pas fait pour payer les actionnaires.
- Mettre une taxe sur les transactions financières.
- Fin de la "flat tax" et faire en sorte que le capital soit imposé au même niveau que le travail.
- Transparence des comptes des multinationales notamment les transferts de bénéfices entre filiales et entre pays.
- Mettre un impôt sur le revenu basé sur le fait d'être français pour éviter l'exil fiscal, même à l'étranger les français continuent de bénéficier des services de leur pays, ils doivent contribuer.
- Globalement, vérifier que la contribution effective totale (impôts, taxes et cotisations) des citoyens est belle et bien croissante en fonction des revenus.

#### Dépenses publiques :

- Revaloriser les petites retraites et aligner leur montant minimum sur le SMIC.
- Indexer automatiquement l'augmentation de toutes les aides, traitements et salaires sur l'inflation.
- Aligner le RSA sur le minimum vieillesse.
- Fin et rattachement des mutuelles à la Sécurité sociale et mise en place d'un remboursement des frais de santé à 100 % pour tous.
- Transfert des cotisations des mutuelles en cotisations sociales.
- Augmenter les budgets de l'éducation, de la recherche et de l'enseignement supérieur.
- Augmenter le budget des hôpitaux.
- Augmenter le budget de la culture.
- Augmenter le budget de la justice pour désengorger les tribunaux.
- Diminuer le budget de l'armée et en finir avec la règle des 2% du PIB.

Autre :

- Augmentation du SMIC.
- Interdiction de verser des dividendes pour les entreprises financées par les remboursements de la sécurité sociale (comme Sanofi).
- Mise en place de radars automatiques sur les routes uniquement aux endroits où il y a eu un accident mortel lié à la vitesse.
- Rendre impossible la perte de son permis de conduire uniquement avec des infractions => minimum un délit pour perdre notre dernier point.

### **Démocratie et citoyenneté**

Démocratie : Demos Cratos / Peuple Pouvoir.

"La démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple".

Article 2 de la constitution de 1958.

Cette phrase fondamentale a trop longtemps été laissée de côté par les gouvernements successifs.

Le peuple doit reprendre le pouvoir.

Il faut arrêter les débats pour savoir si le peuple à tort ou raison, dans une démocratie le peuple décide, c'est tout.

Si le peuple (et non ses représentants) décide via sa majorité, une minorité de personne ne pourra plus imposer ses intérêts particuliers à l'ensemble de la population.

Local

- Fin de la loi Notre, supprimer les intercommunalités actuelles. Les mutualisations/coopérations à l'échelle locale ne devraient avoir lieu qu'à la demande des communes, aucun regroupement ne doit être imposé, car il pourrait être fait au détriment de l'intérêt général.
- Promouvoir un système où les décisions sont prises de manière collégiale, où les habitants sont invités à discuter, élaborer, construire et se prononcer sur les sujets importants et où le maire n'est là que pour acter la décision prise par les citoyens.

National

- Supprimer le Sénat et le remplacer par une assemblée citoyenne tirée au sort pour chaque projet de loi et qui aura les mêmes pouvoirs que le sénat actuel.
- Proportionnelle Intégrale à un tour pour les législatives, les départementales, les régionales, les municipales.
- Faire des binômes homme-femme dont l'ordre homme-femme ou femme-homme sera tiré au sort, le binôme tête de liste pourra être choisi, l'ordre de placement des autres binômes sur la liste sera tiré au sort, faire en sorte que la liste soit représentative de la population en terme de répartition âge, CSP.
- Les membres du conseil départemental, du conseil régional ainsi que les maires sont élus avec le mode de scrutin du jugement majoritaire.
- Les présidents de l'assemblée nationale et de la république ainsi que les ministres du gouvernement (un à un) sont élus par l'assemblée nationale avec le mode de scrutin du jugement majoritaire.
- Référendum d'Initiative citoyenne, législatif, abrogatoire, révocatoire et constituant.
- Supprimer les préfets, transférer leur pouvoir au conseil départemental.
- Fixer le plafond de dons annuels aux partis politiques à 200 € (moyenne française 120 €) et transformer la déduction fiscale en crédit d'impôt pour que tout le monde soit sur le même plan.

Entreprise

- Faire entrer la démocratie dans l'entreprise.
- Donner une voix à chaque salarié d'une entreprise au conseil d'administration avec le principe, une personne une voix.
- Donner la priorité au rachat de l'entreprise par les salariés en cas de fermeture de site ou de vente à un tiers.
- Promouvoir les SCOP.
- Donner des aides aux entreprises de l'économie sociale et solidaire.
- Fixer un principe d'écart maximum entre salaire minimum et salaire maximum 1 à 20 par exemple.
- Donner les mêmes droits aux sous-traitants qu'aux salariés en interne.
- Refonder le pouvoir syndical, en rendant le syndicalisme obligatoire, cela pousserait à la formation de nouveaux syndicats et réimpliquerait les salariés dans la vie de leur entreprise.

## Immigration et asile

- Coût annuel en 2018 : 1.35 milliards d'euros
- 950 millions Garantie du droit d'asile
- 191 millions Accueil
- 92 millions Lutte contre l'immigration irrégulière
- 43 millions Accompagnement (réfugiés)
- 38 millions Accompagnement (situation régulière)
- 32 millions Soutien
- 8 millions Accompagnement (travailleurs migrants)
- 1 million Accès à la nationalité

L'accueil des migrants n'est pas une histoire d'argent, ça coûte une vingtaine d'euros par français, sans compter ce que ça rapporte qui n'est jamais pris en compte.

Quand bien même on récupère l'intégralité de ce budget on augmenterait les retraites de 0,3 % seulement. S'il y a débat il est ailleurs.

## Organisation de l'État et services publics

Les services publics doivent être sanctifiés, ils sont le fondement de l'organisation de notre pays. Ils sont le reflet de notre modèle de société basé sur la gratuité, financé par un pot commun. Ils sont l'incarnation de nos valeurs, liberté, égalité, fraternité. Ils sont le ciment qui nous rassemble et font de nous un peuple uni.

Les services publics sont la meilleure façon de répondre aux besoins que nous avons en commun. Ils n'ont ni besoin de rémunérer des actionnaires, ni besoin d'avoir des PDG grasement payés, ni besoin de dilapider l'argent dans le marketing et les campagnes de communication pour vanter des attributs supposés.

Les entreprises sont là pour faire des bénéfices, l'activité qu'elles exercent est un prétexte pour générer ce bénéfice, leurs intérêts sont parfois contraires à l'intérêt général :

-Dans le domaine de la santé, les entreprises veulent que vous soyez malade afin de continuer à vendre des produits et des prestations.

-Dans l'éducation les écoles privées veulent avoir de bons résultats pour paraître meilleures que les écoles publiques, elles vont ne prendre que les bons élèves, laissant les autres sur le carreau, et vont parfois les sur-noter, leur faisant croire qu'ils sont meilleurs.

-Dans la recherche les laboratoires privés veulent trouver des choses qui vont créer un marché juteux, les laboratoires publics veulent trouver des solutions à des problèmes

-Dans le domaine du transport, les sociétés privées veulent se concentrer sur les lignes rentables, accentuant les inégalités territoriales

De manière générale, depuis la montée en puissance de la pression exercée par les actionnaires, les entreprises cherchent à maximiser les profits court terme, quitte à sacrifier l'investissement, ce qui va à l'encontre même des intérêts des entreprises et des travailleurs.

Les services publics, n'ont pas les contraintes du bénéfice, et ils sont détachés de l'intérêt particulier, ils sont là pour pallier aux inégalités, en offrant à tous le même service.

Ils ne doivent pas être détériorés, voire détruits sur l'autel du déficit public artificiellement créé (évasion fiscale).

S'ils sont mis volontairement en difficulté, en danger de mort, c'est que les services publics (sécurité sociale comprise) échappent aux lois de l'argent.

Ce sont des centaines de milliards d'euros dont les actionnaires ne verront jamais la couleur, c'est pourquoi ils sont la cible de nos politiques pro-financiarisation de l'économie.

D'une part il faut remettre la main sur tous ces services, éducation, recherche, santé, transport routier, autoroutier, maritime et aérien, énergie, eau et assainissement et réseaux de communications.

Il suffit de les financer à hauteur de leur besoin, et nous verrons, que par tous les bénéfices qu'ils apporteront leur financement ne sera pas un problème.

Car il ne faut pas se leurrer, qu'ils soient publics ou privés on les paiera, alors autant qu'ils soient au service de l'intérêt général.